

Synthèse régionale

Le rebond de 2019 balayé par la crise du début 2020

Jean-Louis Reboul, Insee Normandie

En 2019, la croissance s'est poursuivie en France à un rythme modéré, légèrement inférieur à celui observé en 2018. La forte dégradation du commerce extérieur a été compensée par le dynamisme des dépenses de consommation et d'investissement. De plus, avec 280 000 créations nettes, l'emploi salarié a fortement progressé. La Normandie s'inscrit dans ce mouvement positif : les 6 400 créations nettes entraînent une augmentation de l'emploi salarié régional de 0,5 %. Cette hausse, bien que témoignant d'un rebond sensible par rapport à la quasi-stagnation de 2018 (+ 0,1 %), reste cependant moins prononcée qu'au niveau national (+ 1,1 %). La Normandie est d'ailleurs, avec Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est, l'une des trois régions où l'emploi croît le moins rapidement.

L'emploi augmente dans la quasi-totalité des secteurs d'activité, seuls l'intérim et le tertiaire non marchand étant orientés à la baisse. C'est dans le tertiaire marchand que le nombre des créations d'emplois est le plus élevé (6 500) mais l'évolution la plus favorable se rencontre dans la construction (+ 2,0 %). L'industrie progresse deux fois plus rapidement en Normandie qu'en France (+ 0,6 % contre + 0,3 %), essentiellement grâce aux bons résultats de l'agro-alimentaire et de la fabrication de matériels de transport. Si l'emploi salarié croît dans l'ensemble des départements normands, l'intensité de cette progression est variable. Avec + 1,1 % la Manche affiche le meilleur chiffre, notamment du fait du dynamisme de son industrie. À l'inverse, les hausses enregistrées dans l'Orne et la Seine-Maritime restent timides (+ 0,2 % dans les deux cas),

tandis que l'Eure et le Calvados, avec respectivement + 0,8 % et + 0,7 %, se trouvent dans une situation intermédiaire. Concomitamment à la hausse de l'emploi, le marché du travail connaît une amélioration pour la quatrième année consécutive. Le taux de chômage normand est, à la fin du 4^e trimestre 2019, à son plus bas niveau depuis 2008.

Les bons résultats observés dans plusieurs domaines confirment le rebond de l'économie normande au cours de l'année passée. 2019 a ainsi été une année record pour la création d'entreprises, portée par le bond des micro-entreprises, mais avec des progressions également nettes pour les sociétés et les entreprises individuelles classiques. De même, la fréquentation touristique, dopée par les événements du mois de juin (anniversaire du débarquement, Armada, coupe du monde féminine de football) a été exceptionnelle. L'agriculture a bénéficié notamment des excellents rendements du blé et du dynamisme de la demande mondiale de lait, tandis que la construction profitait de la hausse du nombre de logements mis en chantier.

La conjoncture plutôt favorable de l'année 2019 s'est trouvée radicalement modifiée début 2020, avec l'émergence de l'épidémie de Covid-19. La mise en place, entre le 16 mars et le 11 mai, d'un confinement de la population s'ajoutant à la fermeture des établissements recevant du public et des commerces non essentiels, a entraîné en France une lourde chute de l'activité, qui se serait située, au début du mois de mai, environ un tiers en deçà de son niveau en situation « normale ». Si la crise touche fortement l'ensemble des régions, des disparités apparaissent en fonc-

tion de la représentation des secteurs les plus ou les moins impactés. Entre les régions de métropole, la chute varie de - 35 % en Corse à - 31 % en Bretagne. La Normandie, quant à elle, subirait une baisse d'activité de 32 %, proche de celle observée au niveau national (- 33 %).

L'industrie aurait ralenti son activité de 38 % au plan national. L'économie de la Normandie étant particulièrement tournée vers l'industrie, ce secteur explique 8 points de la baisse d'activité régionale, nettement plus qu'au plan national (5 points). Cela est notamment dû aux chutes enregistrées dans le raffinage et la fabrication de matériels de transport, secteurs particulièrement présents dans notre région. Les services marchands perdent dans l'ensemble 36 % de leur activité, mais ils sont globalement moins développés en Normandie qu'en moyenne nationale. Aussi, si la diminution des services marchands explique la moitié de la baisse de l'activité totale dans la région, 16 points sur les 32, c'est moins qu'en France métropolitaine (20 points sur 33). La baisse d'activité dans les secteurs du commerce, de l'hôtellerie-restauration ou des services aux entreprises impacte ainsi moins fortement la production en Normandie, au contraire de l'activité de transport-entreposage, plus présente dans l'économie régionale. La construction, qui a pâti de l'arrêt partiel, voire complet, des chantiers (75 % de perte d'activité), participe fortement à la baisse d'activité totale (près de 5 points). L'agriculture et les services non marchands sont nettement moins touchés. Avec des pertes d'activité respectives de 13 % et 15 %, ils ne participent que modérément à la baisse glo-

bale. Étant donné son poids élevé, le secteur des services non marchands joue même un rôle de « stabilisateur » de l'économie dans toutes les régions. C'est notamment le cas en Normandie où il ne contribue à la perte d'activité qu'à hauteur de 4 points.

Près de 590 000 salariés normands, soit plus de la moitié, exercent dans un secteur « très fortement impacté » par la baisse d'activité, c'est-à-dire où l'activité a baissé au moins des deux tiers, comme l'industrie automobile, le raffinage du pétrole, la construction, le commerce non alimentaire et l'hôtellerie-restauration ou dans un secteur « fortement impacté » (baisse comprise entre un tiers et deux tiers) comme la fabrication d'autres produits industriels (hors pharmacie), le transport-entreposage et l'enseignement. C'est également le cas de plus de 86 000 personnes exerçant une activité principalement non-salariée, c'est-à-dire environ les deux tiers. À ce recensement des actifs fragilisés, il faut bien sûr ajouter environ 40 000 travailleurs intérimaires, par nature les plus exposés aux ajustements d'emploi en période de récession.

Les évolutions récentes de la création d'entreprises et de la demande d'emploi illustrent de façon complémentaire la violence du ralentissement économique que subit notre économie. Ainsi, en avril 2020, mois entier de confinement, la Normandie a enregistré environ 1 100 créations d'entreprises toutes catégories confondues, soit 600 de moins qu'en mars (15 jours de confinement), 900 de moins qu'en février (avant le confinement), et 1 400 de moins qu'au mois d'avril de l'année précédente.

Enfin, aux 271 000 demandeurs d'emploi de catégories A, B et C que dénombrait Pôle emploi fin février, sont venus s'ajouter, en mars et avril, 18 000 demandeurs d'emploi supplémentaires (+ 7 %). Du fait de la chute de l'intérim, cette hausse globale de la demande d'emploi s'est accompagnée d'un transfert des catégories B et C (demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite) vers la catégorie A (demandeurs d'emploi sans emploi) ; cette dernière a en effet vu son stock croître sur la même période de 56 000, soit + 36 %. ■

Contexte national

L'économie française en ralentissement modéré en 2019 puis en forte chute début 2020

Thomas Ouin-Lagarde, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

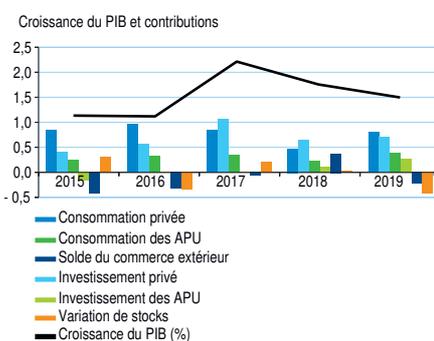
L'activité a ralenti en 2019 dans presque tous les pays avancés

Les incertitudes politiques et économiques provenant notamment du *Brexit* ou de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine ont pesé non seulement sur les échanges commerciaux mais aussi, plus globalement, sur l'investissement des entreprises et la croissance mondiale. Après un pic d'activité en 2018, l'activité aux États-Unis a ralenti en 2019 (+2,3 % après +2,9 %), grevée par la décélération de la consommation des ménages (+2,6 % après +3,0 %) et par l'essoufflement de l'investissement des entreprises (+2,1 % après +6,4 %). En zone euro, l'activité a également ralenti, pour la deuxième année consécutive (+1,2 % après +1,9 %) et malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours accommodante. En particulier, l'activité a très nettement décéléré en Allemagne (+0,6 % après +1,5 %) et en Italie (+0,3 % après +0,8 %) mais a un peu mieux résisté en France (+1,5 % après +1,8 %) et en Espagne (+2,0 % après +2,4 %). En 2019, l'activité britannique a évolué par à-coups au gré des anticipations et des comportements de stockage avant la date, plusieurs fois reportée, du *Brexit*. En moyenne en 2019, l'activité y a crû de 1,4 % (après +1,3 % en 2018).

En 2019, l'activité française a connu un nouveau ralentissement, quoique modéré

Après une année 2017 très dynamique (+2,3 %) et une décélération en 2018 (+1,8 %), l'activité a de nouveau ralenti en 2019 (+1,5 % ; graphique 1). Ce ralentissement est dû notamment à une dégradation des échanges extérieurs, qui ont contribué négativement à la croissance (-0,2 point après +0,4 point). En effet, les exportations en volume ont décéléré (+1,9 % après +4,4 %) davantage que les importations (+2,5 % après +3,1 %). Le ralentissement des exportations a concerné tant les produits manufacturés, notamment

1 L'activité ralentit en 2019, freinée par le solde du commerce extérieur



Note : croissance du PIB en % et contributions en point
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014

les matériels de transport, que les services. En revanche, la demande intérieure a nettement accéléré, soutenant la croissance (contribuant pour +2,2 points, après +1,4 point en 2018). Cette accélération a été portée à la fois par les dépenses de consommation des ménages et des administrations publiques et par l'investissement total.

La consommation des ménages a accéléré

Les dépenses de consommation des ménages ont accéléré en 2019 (+1,5 % en volume, après +0,9 % en 2018), dans un contexte d'accélération du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages. Ces dépenses ont été soutenues, en particulier, par les achats de biens durables, notamment en équipement du logement, et par les dépenses de loyers, d'hébergement-restauration et d'autres services marchands.

L'investissement a été très dynamique

La formation brute de capital fixe de l'ensemble des agents économiques a accéléré en 2019 (+4,2 % après +3,2 % en 2018), soutenue par l'investissement des ménages (+1,8 % après +1,5 %) et par l'investissement public (+7,7 % après +3,3 %),

lui-même porté par l'investissement en construction des collectivités locales avant les élections municipales. L'investissement des entreprises est resté très dynamique (+3,6 % après 3,7 %), en particulier en services.

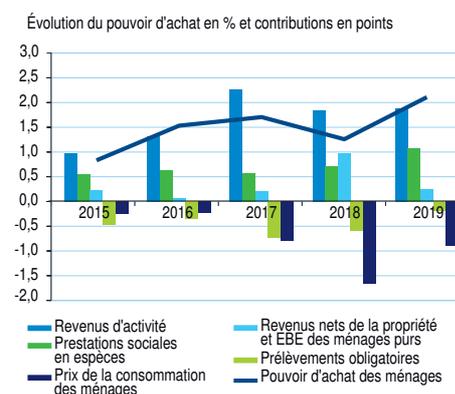
En 2019, le chômage a nettement baissé

L'emploi total a fortement accéléré en 2019, avec 358 000 créations nettes d'emplois tous secteurs confondus après 228 000 en 2018 (dont 287 500 créations nettes d'emplois dans le champ salarié public et privé, après 158 100 en 2018). Ainsi, le taux de chômage a poursuivi sa décroissance, atteignant 8,1 % de la population active française¹ au quatrième trimestre 2019 après 8,7 % au quatrième trimestre 2018 (soit 8,4 % en moyenne annuelle en 2019 après 9,0 % en 2018).

Le pouvoir d'achat des ménages a soutenu la consommation

En 2019, le revenu disponible brut des ménages a progressé de 3,1 % (après +3,0 % en 2018). Il a été soutenu par une accélération des prestations sociales (+3,1 % après +2,0 %, notamment du fait, en 2019 de la revalorisation et de l'élargissement de la prime d'acti-

2 L'accélération des prestations sociales soutient le pouvoir d'achat



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014

tivité mis en place dans le cadre des mesures d'urgence économiques et sociales) et par le ralentissement des impôts courants (+ 0,3 % après + 9,6 % en 2018), du fait notamment de la poursuite des réductions de taxe d'habitation et après une forte hausse de la CSG en 2018 du fait de la bascule de cotisations sociales vers la CSG. Les salaires nets de cotisations sociales ont ralenti, mais sont restés vigoureux (+ 3,3 % après + 4,8 %). Le prix de la dépense de consommation finale a ralenti (+ 0,9 % après + 1,7 % en 2018), si bien que le pouvoir d'achat du revenu disponible a accéléré (+ 2,1 % après + 1,3 % ; *graphique 2*). Ramené au niveau individuel, le pouvoir d'achat par unité de consommation a augmenté de 1,5 % (après + 0,7 % en 2018).

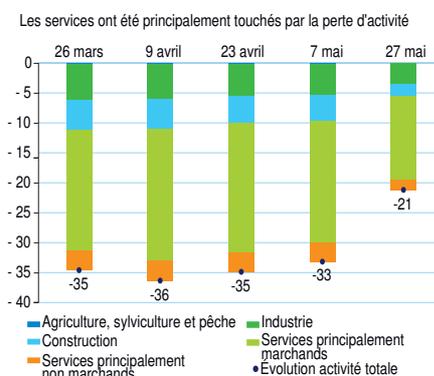
Du côté des entreprises, la transformation du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en allègements de cotisations sociales a nettement soutenu le taux de marge des sociétés non financières (+ 1,8 point, mais + 0,1 point hors transformation du CICE).

Au mois de mars et au deuxième trimestre 2020, l'activité a fortement chuté

Le contexte conjoncturel de l'année 2019 a été radicalement modifié début 2020 avec l'émergence de l'épidémie de Covid-19, frappant d'abord la Chine puis se propageant dans le reste du monde. Les mesures prises, en France et dans les autres pays concernés, pour endiguer la propagation du virus, ont des conséquences lourdes sur le fonctionnement des économies. En France, un confinement de la population a été mis en place entre le 16 mars et le 11 mai, s'ajoutant à la fermeture des établissements recevant du public et des commerces non essentiels.

Dans ce contexte, l'activité a lourdement chuté : pendant toute la période de confinement, elle se serait située à environ un tiers en deçà de son niveau en situation « normale » d'activité (*graphique 3*). Dans les autres pays, la

3 L'activité a fortement baissé pendant le confinement puis se redresserait progressivement



Source : Points de conjoncture de l'Insee ; les dates indiquées sont les dates de parution de ces différents Points

forte baisse du PIB au premier trimestre 2020 témoigne, comme en France, de l'ampleur du choc².

En France, la perte d'activité concerne surtout les branches marchandes (- 40 % pendant toute la durée de confinement). Dans l'industrie, hormis la branche agro-alimentaire nécessaire à la fourniture de biens essentiels, les autres branches sont particulièrement touchées, à travers la baisse de la demande nationale et étrangère, les difficultés d'approvisionnement ou encore l'indisponibilité de la main-d'œuvre et les difficultés à mettre en place les mesures sanitaires sur les sites de production. Dans les services, les pertes d'activité sont plus contrastées, élevées dans les secteurs directement concernés par les mesures de confinement (commerce, services de transport, hébergement et restauration, loisirs) et plus faibles dans les activités telles que les services financiers ou d'assurance. Enfin, la construction a pâti de l'arrêt partiel voire complet des chantiers.

La crise sanitaire s'est également traduite par un recul important de la consommation des ménages, qui elle aussi se serait située un tiers environ en deçà de son niveau en situation « normale » (- 35 % de perte de consommation à la fin mars puis - 32 % au 7 mai). Cette perte

traduit notamment la chute des achats de carburants, de véhicules automobiles et d'autres biens manufacturés (habillement) mais également des services de transport, d'hébergement et de restauration et de loisirs. En revanche, certains produits ont vu leur consommation augmenter pendant le confinement (produits alimentaires notamment).

Cette crise touche fortement l'ensemble des régions françaises, avec quelques disparités néanmoins, compte tenu des différences de structure sectorielle qui existent d'un territoire à un autre³. En effet, la perte d'activité au niveau local dépend entre autres du poids des activités durement touchées par la crise (tourisme, construction, etc.) et de celui des secteurs qui au contraire sont davantage épargnés (agriculture). ■

¹ Hors Mayotte.

² Au premier trimestre 2020, le PIB a baissé de 2,2 % en Allemagne, 5,3 % en France, 5,3 % en Italie, 5,2 % en Espagne, 2,0 % au Royaume-Uni, 1,3 % aux États-Unis, ces écarts pouvant traduire à la fois les différences de calendrier dans la mise en place de mesures d'endiguement de l'épidémie et les différences méthodologiques d'estimation de l'activité dans cette période très particulière.

³ Voir l'éclairage régional du Point de conjoncture du 7 mai.